Compte Rendu de la CP famille du 6 Novembre 2013

Déclaration liminaire :

CGT : cf. le texte joint.

FSU : Déclaration sur la suppression d'une tranche du CESU.

FO : à la fois sur la suppression de la tranche du CESU mais aussi sur la sous consommation de l'AMD.

CFTC : rejoint les expressions des autres OS.

Solidaires : rejoint les autres OS mais demande une précision sur les termes : suppression ou suspension pour l'AIP ?

CGC : rejoint les expressions des autres OS.

UNSA : rejoint les expressions des autres OS.

PS 2 : Fera remonter au cabinet toutes ces expressions. C'est un travail de réflexion sur le budget afin de le « rendre moins douloureux pour les agents » qui a abouti à ces décisions sur l'AIP et cette tranche du CESU.

Point 1 réservation interministérielle de places en crèche :

Pour les enveloppes réservées nous sommes à 17,69 M€ en AE et 20,46 M€ en CP. Ces chiffres demandent à être consolidés d'autant qu'il manque celui de l'IDF qui représente environ selon les chiffres de l'année dernière, 49% du budget. Sur la consommation générale nous sommes en hausse en fait.

Tous les comptes rendus de gestion ne remontent pas.

PS 2 propose de conditionner les demandes de crédits à cette remontée à l'avenir.

Constat est fait par l'ensemble des OS que nous sommes à quelques jours (15 novembre) de la clôture du budget ;

FO : fait part que leur OS peut suivre cette proposition de conditionner à la remontée des comptes rendu de gestion mais la question qui va se poser et si ces compte rendus n'arrivent pas que fait on pour les agents qui attendent leur prestation ?

PS 2 : c'est une manière rigoureuse de gérer les crédits…

CGC : l'idée n'est pas mauvaise la règle est la même pour tous.

CGT : Pour la CGT il ne s'agit pas bien sûr de passer outre les règles applicables à tous et toutes pour autant que fait on politiquement pour les Région – type IDf –où la SRIAS a tenu ses commissions, a fait son travail en plénière et où les services de la préfecture ne signent pas les documents alors même que PS 2 est en attente ??

Point2 sur les nouvelles demandes :

PS 2 : Il y avait en tout 432 nouvelles demandes de place et l'on pourra financer 3 places par région.

UNSA : soit 60 places nouvelles….

FSU : il y a des régions très peu dotées comme l'Alsace qui vont surement demander les 3.

Solidaires : disposes-t-on de crédits supplémentaires ?

PS 2 : Nous sommes sur du surbooking place en crèches car l'expérience des autres années montre que l'on a des prestations RIA notamment en deçà de ce qui est annoncé. Une question qui se posera peut être à nous c'est si une région ne prenait pas les 3 places proposées prendra-t-elle 4 places ??

CGT : En fait nous sommes face à un marché de dupes : nous faisons dans les régions des demandes qui correspondent à un vrai besoin de 370 places et nous sommes dans un budget contraint qui nous oblige à choisir une prestation « amoindrie » voire « famélique » à laquelle on ne peut pas dire NON car ce sont des places en crèche que les agents attendent mais qui ne correspond pas à la demande globale des attentes réelles….C'est ça la réalité de ce budget 2014 en baisse de 10% !!!

Point 3 les Fonds de Concours (FDC)

Le point réel sera fait plus tard à la CP Budget. Le montant enregistré à Bercy - car ceux annoncés en région ne sont pas fiables (écart entre le déclaratif et le réel) – 1 182 722 M€. Les montants consommés en 2013 sont de 767 631 € en AE et 282 717 € en CP qui ont été utilisés pour des places en crèche...

CGT : Les CAF ont des politiques d'utilisation des CEJ. Quid des relations sur ces politiques nous devions interroger les CAF sur ce sujet ? Combien de CEJ signés sur le territoire ?

Solidaires : se joint à la question CGT.

Pas de réponse concrète de la part de PS 2….

Point 4 Les chèques vacances

PS 2 : Présentation de la tranche à 35 % déjà évoquée plusieurs fois (cf. les CP précédentes).

CGT : as-t-on un calendrier de mise en place ? Et qu'elle communication est prévue sur cette prestation ?

Solidaires : comment ne pas être d'accord avec cette revendication portée par les OS mais que dire alors que l'on supprime des prestation encore une fois devant le fait accomplit…

PS 2 : Le site de la DGAFP et les formulaires habituels pour la communication : rien de particulier. L'action sociale est réorientée vers les plus démunis.

CGT : Quand un gouvernement met en avant la rigueur budgétaire c'est toujours en mettant en avant les plus démunis or l'action sociale est pour tous et toutes au risque de faire autre choses.

Point 5 CESU

PS 2 : Un marché de 3 ans à a été lancé par la DGAFP et à partir de maintenant il n'y aura plus qu'un seul CESU 0-6 ans.

Il ne reste plus que 2 tranches : 385 et 655 €.

Création d'un CESU monoparental environ 13 600 bénéficiaires prévus pour environ 1,13 M€.

FO : Si on en est au stade de faire un nouveau marché on peut se dire que l'on est tranquille pour les 2 tranches existantes…

CGT : Nous l'avons déjà dit dans la déclaration liminaire mais redire c'est aussi expliquer. Alors que le gel du point d'indice est toujours d'actualité, alors que les salaires dans la FP n'ont jamais été aussi bas, …Alors même que le gouvernement a fait une annonce sur la création de 100 000 places en crèche pour toit le pays, l'Etat employeur supprime une prestation en direction de ses propres agents. De plus, cette décision est intervenue sans concertation avec les OS – ce qui dénote un certain mépris envers elles – et démontre s'il le fallait qu'il va bien falloir réfléchir à une autre construction où les agents auront leur mot à dire sur les prestations qui les concernent…ce qui nous permettrais aussi d'avoir un vrai regard sur le coût de ces prestataires extérieurs et non pas seulement une fois l'an un semblant de rendu parfois et un argument – développé par la DGAFP – d'un coût moindre…

Quelques questions de la CGT : A qu'elle date la fin du marché et surtout qui sera retenu ?

Comment s'effectuera le suivi ? Quel coût ?

FSU : actuellement nous basculons dans de l'aide sociale puisque nous parlons de plus démunis, sinon en accord pleinement avec la CGT. Avec la réforme des rythmes scolaire on pénalise les familles deux fois.

Solidaires : en fait cette suppression exclu des agents…

CGC : pourquoi ne pas donner directement sur la feuille de paye des agents…

UNSA : peut être devraient t on revoir les plafonds ?

PS 2 : le gouvernement a pris ses responsabilités, l'économie sur le CESU sera d'environ 11M€. Le nouveau marché sera effectif au 1Er janvier 2014.

Point 6 AMD

PS 2 : Au 31 Octobre 2013, 2445 dossiers sont arrivés via les CARSAT ; Et 422 ont vu un PAP accordé soit 65 kits de prévention, 13 aides à l'habitat. Actuellement 412 dossiers sont en attente d'être traité par les services de la CNAV.

62 % des dossiers ont fait l'objet d'un rejet dont 44 % pour un plafond supérieur au barème.

Le CA de la CNAV examine à l'heure actuelle de nouveaux barèmes qui si ils sont validés s'appliqueront.

UNSA : Il faut à tout pris élargir aux tranches 6, 7 et 8 du barème CNAV.

FO : toujours en attente d'une communication en direction des retraités.

CGT : La CGT rejoint la revendication d'élargir les tranches mais remarque – en lisant le compte rendu du CA de la CNAV – qu'il y a une réelle disparité entre les régions et soutien toujours la demande des OS d'une information à l'ensemble des pensionnés.

PS 2 : Le PAP répond aux attentes des OS pour les retraités mais le gouvernement a restreint le champ (barème) par le choix de 5 tranches. Une étude est en cour du côté de l'ordre des médecins car sinon le coût via le service des pensions est d'environ 1,5 M€…

CGT : Demande un GT du CIAS sur cette prestation. Mais la CGT tiens à redire que contrairement à ce qui est véhiculé informé l'ensemble des retraités n'est pas un coût – tous les rapports sur la dépendance le disent – mais bien une anticipation, de la prévention qui in-fine fait faire des économies à la sécurité sociale et donc à l'Etat.

La délégation CGT : Douniazed Zaouche, Patrick Brechotteau, Pascal Marié, Ivan Baquer